

La Situation de l'activisme en août 1918.

Au mois d'août 1918, l'activisme est à la veille d'une organisation politique reconnue par l'Allemagne.

La Belgique a été divisée en zones administratives distinctes par une série d'arrêtés allemands. Les pouvoirs législatif et judiciaire belges n'existent plus.

Le moment est évidemment des plus favorables pour reconstruire sur les ruines des institutions belges, le nouvel Etat de Flandre. Le Conseil de Flandre, il est vrai, n'a encore aucune existence légale, mais les pouvoirs allemands, on le sait, inclinent à en faire une Constituante.

Les Fondés de Pouvoir, élus par le Conseil, ont été reconnus par l'autorité allemande, et revêtus de leur mandat par arrêté du 28 janvier 1918.

Dans les provinces, des Conseils provinciaux activistes, s'ils n'ont pas existence légale, constituent néanmoins des cadres.

La flamandisation radicale de la Flandre est en voie de réalisation. Le néerlandais est devenu seule langue officielle par arrêté du 9 avril 1917; l'enseignement primaire officiel et libre a été entièrement flamandisé par arrêté du 4 juin 1918, et Bruxelles même, quoique jouissant d'un régime transitoire, sera assujéti à cette mesure à partir de 1926.

Enfin, les pouvoirs communaux, qui constituent l'obstacle le plus grave à l'activisme, commencent à être conquis. Le 18 mars 1918 un arrêté a destitué le Collège échevinal de Gand et remis l'administration de la ville à un bourgmestre allemand auquel peu après, ont été adjoints des échevins activistes.

Bruxelles, Anvers, Louvain semblent devoir subir sous peu le même sort.

Le 18 août 1918, la Commission des Fondés de Pouvoir s'est mise d'accord avec l'autorité allemande sur la centralisation des communes de l'agglomération bruxelloise, sur la destitution de leurs bourgmestres et collègues échevinaux, et sur leur remplacement par un bourgmestre assisté de bourgmestre-commissaires nommés par les Allemands (1). Ces commissaires sont déjà désignés.

Pour Anvers et Louvain les négociations sont moins avancées mais on peut espérer aboutir, des bourgmestres et échevins éventuels ont aussi été proposés.

Enfin, la question de la milice flamande est en bonne voie : le 12 septembre 1918, le Chef de l'Administration Civile SCHAIBLE, a autorisé la formation d'un premier contingent de cent hommes à Hasselt (2).

* * *

Si cependant la situation politique pouvait sembler favorable, l'opinion publique restait hostile.

Le second Conseil de Flandre avait fait un effort manifeste pour raffermir sa position dans le pays.

BORMS, Fondé de Pouvoir à la Nationaal Verweer, et FAINGNAERT, directeur du Bureau de propagande, avaient été les deux principaux animateurs de la propagande.

(1) Rapport déposé par Spincemaille et adopté par la Commission de l'Intérieur, le 8 septembre 1918, p. 302.

(2) Voir p. 294.

La conquête des
Administrations
communales.

Journées d'Etudes.
Mai 1918.

Afin de coordonner l'action des hommes de confiance, des propagandistes et des sociétés activistes, une importante réunion avait été convoquée à Bruxelles, au mois de mai 1918, dans le but d'y examiner les différentes tendances de l'activisme et du flamingantisme, d'amener ainsi plus de cohésion et, qui sait, un rapprochement avec les passivistes (1).

La propagande avait été considérablement poussée. Dans 411 communes, soit dans le quart des communes flamandes, des comités de propagande ou des correspondants actifs étaient installés, le Bureau central concentrait les renseignements, les dénonciations, les demandes de sanctions qui lui parvenaient et accumulait une documentation formidable sur les sentiments politiques de la population (2).

Brochures de Pro-
pagande.

L'envoi de brochures et de tracts ne cessait de se multiplier; en août 1918, la distribution mensuelle atteignait 600,000 exemplaires! Certaines de ces brochures eurent un retentissement considérable. La série de « Blijde Boodschap » (La Bonne Nouvelle) rédigée à l'initiative du professeur BEYERLÉ à la Zivilverwaltung (3) fut des plus exploitées : tous les dimanches un évangile était distribué à la porte des églises, cherchant à confondre dans l'esprit du peuple, la foi chrétienne et l'activisme flamand; c'était la mise en œuvre de la devise, qui devait devenir après la guerre celle de l'activisme : « *Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Christus* », inaugurée par les activistes limbourgeois.

Réception des Délé-
gués du Frontpartij.

La série de l'Yser devint elle aussi, une des bases de la propagande. Le 10 mai 1918, la Commission des Fondés de Pouvoir avait solennellement reçu les quelques transfuges de l'armée belge, représentant le parti nationaliste flamand du front (Frontpartij) (4).

Ils avaient apporté des nouvelles sensationnelles : l'armée avait perdu la foi; sous la direction d'un nommé Adiel DE BEUKELAER, un parti puissant s'était organisé à l'armée comptant 60,000 hommes! On pouvait être assuré que si l'autonomie de la Flandre était proclamée, les soldats « cesseraient de se battre » et en tous cas l'armée serait mise hors d'état de continuer la lutte par la révolution que déchaînerait le Frontpartij.

L'hostilité contre l'Allemagne avait disparu à l'armée; le Roi et la Reine avaient perdu leur popularité et l'idée républicaine avait fait son chemin (5).

D'aussi prodigieuses révélations étaient de nature à ramener la confiance des activistes. BORMS avait salué ces transfuges en un pathétique discours : « On vous a réquisitionnés pour défendre l'Etat belge, — s'était-il écrié, — c'était une patrie artificielle, créée en 1830. Mais le sol de la patrie que nos ancêtres flamands ont défendu de leur sang, vous nous aiderez à le délivrer avec plus de courage et plus d'amour encore. En ces instants, restons fidèlement unis, n'ayons qu'un seul sentiment et qu'une seule volonté : Si l'on exige notre vie pour la Flandre, nous la donnerons ! »

D'aussi belles choses méritaient d'être répandues, on en fit des brochures qui formèrent la « Série de l'Yser » (6) et on les exploita au cours des meetings donnés par les déserteurs.

(1) Compte rendu des Journées d'Etudes, mai 1918, pp. 387 et suiv.

(2) Voir : Le Bureau Central de propagande, pp. 342 et suiv.

(3) Le professeur Beyerlé, de l'Université de Göttingen, avait été chargé en 1915 et 1916 d'organiser l'activisme dans les camps de prisonniers en Allemagne; il fut ensuite attaché à la Flamenpolitik à Bruxelles, (voir p. 352, note 1).

(4) Commission des Fondés de Pouvoir, 10 mai 1918 : Réception des délégués du Frontpartij, pp. 179 et suiv.

(5) Ces « révélations », comme le prouva l'attitude de l'armée belge lors de l'offensive de 1918, étaient de la haute fantaisie.

Le Frontpartij ne représenta jamais qu'une infime minorité des soldats flamands.

(6) Ces brochures furent directement payées par la Zivilverwaltung. (Voir lettre de Faingnaert, 3 septembre 1918, p. 344).

Les meetings subissaient d'ailleurs une crise. On espérait les ranimer en faisant parler des orateurs en uniforme, ce fut en vain !

Meetings.

En avril et mai leur nombre tomba à 70 environ. En juin et juillet, un nouvel effort fut fait, avec l'appui du Frontpartij : on put organiser 92 et 160 réunions, mais le nombre des auditeurs diminuait; dans les villages la protection ouvertement accordée aux orateurs activistes par l'autorité allemande (1) éloigna de plus en plus la population (2).

Les sociétés activistes faisaient preuve cependant d'une réelle activité : Jong Vlaanderen conservait un rôle essentiellement politique, TACK, président des Fondés de Pouvoir, DE VREESE, président du Conseil de Flandre, en étaient membres. Aussi son influence fut-elle déterminante et s'imposa-t-elle aux unionistes, qui, en votant le programme des Six Points, adoptèrent la thèse jeune-flamande.

Sociétés Activistes.

A Gand, des groupements particulièrement importants furent créés; le Gouwraad (Conseil provincial) de Flandre Orientale fut le seul actif, il s'occupa essentiellement de propagande. On lui doit la création de la Ligue Nationaliste (Nationalistische Bond) (3) qui comptait 4,236 membres, possédait un journal et une série de sous-sections; ainsi que de l'avant-garde nationaliste (Nationalistische Voorwacht) qui groupa 1,042 membres.

Des « Avant-Gardes flamandes » (Vlaamsche Voorwachten) (4) s'organisèrent dans tout le pays, sociétés de préparation militaire formées en compagnies avec cadres et règlements militaires. Au mois d'août 1918, 20 compagnies se réunirent à Anvers et constituèrent l'Union des Avant-Gardes du Nord (les compagnies organisées dans la région des Etapes, c'est-à-dire dans les deux Flandres, non comptées).

Malgré tout, la propagande politique ne touchait que très peu de monde. Pour aboutir, on chercha à exploiter la crise alimentaire que traversait le pays et à attirer des adhérents par les avantages économiques.

C'est ainsi que les *Communautés ouvrières* (Arbeidersgemeenschappen) (5) destinées à noyauter le socialisme, réunirent 3,000 membres à Merxem; dans le reste du pays, leur effort échoua : les 15 sections créées ne recrutèrent que très peu d'adhérents.

Ce fut surtout la puissante société *Volksofbeuring* (6), qui recevait un subside mensuel de 12,500 francs (7), qui fut le centre de la propagande économique. Elle comptait 70 sections, avait organisé une série d'œuvres : protection de l'enfance, vêtements et alimentation, bourses de travail, banque de secours, assistance discrète, secours aux invalides de guerre, aide aux prisonniers (Soldatentroot).

Volksofbeuring.

Une sous-section *Volksontwikkeling* (Développement du peuple) devait jeter les bases d'une Université populaire.

Mais avant tout, *Volksofbeuring* s'occupa de ravitaillement; autorisée à ouvrir des magasins, elle en posséda 171, rien que dans la province d'Anvers. Dotée de la personnalité civile, elle se vit octroyer le droit de distribuer certains vivres indigènes, tels que le beurre. Le Conseil de Flandre parvint même à lui

(1) Borms avait réclamé cette protection par une lettre écrite le 18 février 1918, au comte Harrach, p. 355.

(2) Propagande, pp. 348 et suiv.

(3) P. 373.

(4) P. 374.

(5) P. 375.

(6) Sociétés activistes, *Volksofbeuring*, pp. 375 et suiv.

(7) Le budget de *Volksofbeuring* était établi de concert par les autorités activistes et l'Administration allemande. (Voir p. 376).

faire remettre le monopole de la distribution des vivres produits dans le pays. Pour avoir droit aux distributions de Volksoopbeuring il fallait signer la formule d'adhésion au Conseil de Flandre ! Le moyen de recrutement ainsi mis à sa disposition était formidable. Il souleva l'indignation de la population, les ministres plénipotentiaires d'Espagne et de Hollande protestèrent, et le plan de propagande basé sur la faim, ne put être mis à exécution (1).

La même manœuvre avait déjà été tentée en confiant à L. MEERT, la répartition du charbon à la population; devant les protestations de l'opinion publique, l'autorité allemande avait dû retirer son privilège à la Kolenverdeeling (Répartition des charbons).

La propagande avait pu organiser des cadres, bien dirigés, tenus en haleine par une administration centrale documentée et active, mais elle n'avait pu toucher la population.

En Hollande, l'activisme avait rencontré le même échec (2) et dans les camps de prisonniers, BORMS put se rendre compte, au cours de son voyage de juillet-août 1918, que les Flamands, dans leur grande majorité, restaient résolument hostiles non seulement au nationalisme flamand, mais même à la flamandisation forcée (3).

La crise qui éclata au mois d'août et qui amena le Conseil de Flandre à remettre entièrement entre les mains du Gouverneur Général allemand le soin de réformer l'activisme, répond à la crise que l'activisme subissait dans le pays.

Dès lors, l'expérience est faite : il n'y a rien à attendre de la collaboration des Flamands. Les déclarations sur l'indépendance de la Flandre sonnent faux puisque la Flandre ne veut pas de cette soi-disant indépendance. Il ne reste donc qu'une seule ressource au Conseil de Flandre, s'en remettre purement et simplement au Gouverneur Général allemand, ce qu'il fait.

(1) Voir Bureau. Séance du 13 août 1918, p. 105.

(2) Propagande à l'étranger, pp. 413 et suiv.

(3) Statistique linguistique relative à la correspondance des prisonniers flamands de Göttingen, p. 412.

Documents pour servir à l'Histoire de la Guerre en Belgique

LES ARCHIVES
DU
CONSEIL DE FLANDRE
(RAAD VAN VLAANDEREN)

PUBLIÉES PAR LA
LIGUE NATIONALE POUR L'UNITÉ BELGE



BRUXELLES
ANC. ÉTABL. D'IMPR. TH. DEWARICHET
RUE DU BOIS-SAUVAGE, 16